

DIRECTION  
DE LA  
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAUX C 3, D 3 et D 4

Numéros dans les séries spéciales :  
2330 TM — 302 BA

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
  
Cette instruction a été abrogée par l'instruction  
n° ..... du .....

RETARDS DE PAIEMENT DANS LES MARCHES PUBLICS  
  
ACCELERATION DU REGLEMENT DES PRESTATIONS  
FOURNIES PAR LES TITULAIRES DE MARCHES PUBLICS

DOCUMENT A ANNOTER

Instruction n° 70-37 - B 1 du 14 avril 1970.

La présente instruction a pour objet de notifier aux comptables la lettre ci-annexée qui, faisant suite aux circulaires précédemment diffusées les 12 février et 17 mars 1970, a été adressée le 12 juin 1972 par le Ministère de l'Economie et des Finances aux Ministres et Secrétaires d'Etat :

- afin de leur signaler les anomalies et les irrégularités relevées par l'Inspection Générale des Finances au cours d'une enquête récemment menée sur les délais de paiement des marchés publics et sur l'application de la circulaire du Premier Ministre en date du 17 mars 1970 ;
- afin de leur demander d'intervenir à nouveau auprès de leurs services pour que cessent les errements relevés par l'Inspection Générale des Finances et pour que les directives contenues dans la circulaire du 17 mars 1970 soient rigoureusement observées.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	PGT	TPG	DOM	IP	DS	TGE	SLA	TPC-RF
P	CPE	TAC	UGAP	PA	BA	EPA	EPI	AET

DIFFUSION  
GT  
53

L'attention des comptables est spécialement appelée sur les points suivants :

**1° Gestion financière prévisionnelle des marchés.**

Bien que cette anomalie ait été déjà soulignée au paragraphe 3 a) de la circulaire du 17 mars 1970, des chantiers de construction, dont la maîtrise d'ouvrage appartient à l'Etat, continuent à être lancés avant que les marchés ne soient conclus et que les ordres de service ne soient adressés aux entrepreneurs.

Ainsi que le rappelle la lettre du 12 juin 1972, de telles pratiques, contraires à la règle absolument impérative posée par l'article 39 du Code des marchés publics suivant laquelle « Les marchés doivent être conclus avant tout commencement d'exécution », sont susceptibles d'engager gravement la responsabilité des fonctionnaires contrevenants.

Les Trésoriers-Payeurs Généraux qui en auraient connaissance sont donc invités à les signaler à la Direction qui appréciera s'il convient, le cas échéant, d'en saisir la Cour de discipline budgétaire.

Dans cet ordre d'idées, les Trésoriers-Payeurs Généraux signaleront de même, pour les marchés des établissements publics, les infractions qu'ils seraient amenés à relever, notamment à l'occasion de vérifications sur place et dans le cadre du recensement économique des marchés.

**2° Intérêts moratoires.**

Il est relevé que les ordonnateurs secondaires négligent fréquemment de liquider des intérêts moratoires quand le retard se situe au niveau de la constatation technique alors qu'en application de la réglementation, des délais distincts sont impartis à l'administration pour procéder, d'une part, aux constatations ouvrant droit à acomptes ou à paiement pour solde, d'autre part, au mandatement.

Or l'attention des comptables a déjà été appelée (cf. instruction n° 70-37 - B 1 du 14 avril 1970, paragraphe 4°) sur le fait que les intérêts moratoires prévus par le Code des marchés publics et les cahiers des clauses administratives générales restent souvent impayés, bien que leur versement doive présenter un caractère automatique.

Il est donc à nouveau rappelé que les comptables du Trésor sont tenus d'exercer sur ce point une vigilance toute particulière, lorsqu'ils vérifient les mandatements qui leur sont présentés. En ce qui concerne les marchés de l'Etat et des collectivités locales, la circulaire susvisée du 17 mars 1970 invite les Trésoriers-Payeurs Généraux à adresser aux Préfets le compte rendu, établi par le comptable assignataire, des intérêts moratoires que les ordonnateurs auraient omis de mandater.

Un double de ce compte rendu devra être adressé à la Direction, sous le timbre du bureau concerné.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique :

*Le Sous-Directeur,*  
**PIERRE BONNAFY.**

---



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

ANNEXE

INSTRUCTION  
N° 72-90 - B 1  
du  
6 juillet 1972.

DIRECTION  
DE LA  
COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Paris, le 21 juin 1972.

Bureau C 3

N° CD - 2025  
L/C 134 M

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

à

MESSIEURS LES MINISTRES ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT

**OBJET : Accélération du règlement des prestations fournies par les titulaires de marchés publics.**

J'ai l'honneur de vous rappeler que, saisi de réclamations portant sur certains délais de règlement des sommes régulièrement dues au titre de marchés publics, je vous ai demandé, par lettre-circulaire n° 6143 du 12 février 1970, de bien vouloir transmettre à vos services les directives nécessaires pour qu'il soit mis fin à ces situations qui provoquaient, pour les entrepreneurs ou fournisseurs intéressés, notamment dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, des difficultés de trésorerie.

Par circulaire n° 5016/SG du 17 mars 1970, le Premier Ministre a également rappelé l'ensemble des principes et des règles propres à accélérer le paiement des prestations fournies par les titulaires de marchés publics.

Or, une enquête récente de l'Inspection Générale des Finances sur les délais de paiement des marchés publics et sur l'application de la circulaire du 17 mars 1970, a permis de déceler, au stade des opérations assumées par les personnes responsables et les ordonnateurs secondaires, des anomalies et des irrégularités qui appellent les commentaires ci-après :

#### 1° ALLÈGEMENT DU CONTRÔLE DES PIÈCES

Pour les marchés de travaux, la circulaire du 17 mars 1970 prévoit que, lorsqu'il s'agit de règlements intermédiaires (acomptes), les services n'ont pas à adresser les décomptes provisoires aux comptables à titre de justification du mandat qui ne doit être accompagné que d'un certificat de service fait, indiquant le montant de la somme à payer, établi et arrêté par l'ordonnateur sous sa responsabilité.

Cette disposition n'est pas toujours observée, certains services continuant, pour ce type de règlements, à joindre d'autres justifications : mémoires de l'entrepreneur pour le bâtiment, décomptes de l'Administration pour le génie civil.

#### 2° INDICATIONS PORTÉES SUR LES PIÈCES JUSTIFICATIVES

Lorsque des certificats de paiement, ou d'autres pièces justificatives en cas de paiement pour solde, sont joints au mandatement, ils n'indiquent pas toujours avec une précision suffisante les dates d'exécution des travaux et de constatation.

Le comptable assignataire est ainsi empêché de vérifier l'application éventuelle d'intérêts moratoires.

### 3° GESTION FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE DES MARCHÉS

#### a) *Travaux exécutés sans marché, ou travaux supplémentaires sans avenant.*

L'Inspection Générale des Finances a souligné la fréquence de ces situations, génératrices d'importants retards de paiement.

C'est ainsi que des chantiers de construction, dont la maîtrise d'ouvrage appartient à l'Etat, sont effectivement lancés avant que les marchés ne soient conclus et que les ordres de service ne soient adressés aux entrepreneurs.

Dans cette hypothèse, les pièces produites, régulières en la forme, ne correspondent pas, le plus souvent, au déroulement réel du marché, et ne permettent pas au comptable assignataire d'être informé des retards.

Sans doute, les entreprises qui acceptent de travailler dans ces conditions doivent-elles être conscientes des risques qu'elles encourent.

Il n'en convient pas moins de proscrire ces pratiques irrégulières et génératrices de mauvaise gestion des deniers publics, et de rappeler à cet égard que la disposition finale de l'article 39 du Code des marchés publics, suivant laquelle « les marchés doivent être conclus avant tout commencement d'exécution » constitue une règle absolument impérative qui ne saurait être transgressée sans engager gravement la responsabilité des fonctionnaires contrevenants ; une seule exception est prévue par l'article 105 qui permet, sous certaines conditions, de faire précéder un marché à prix provisoire d'un échange de lettres.

#### b) *Lancement de nouvelles opérations avant clôture des affaires en cours.*

La circulaire du 17 mars 1970 rappelle que les ordonnateurs doivent régler, par priorité, les affaires en cours avant d'entreprendre des opérations nouvelles.

L'inobservation de cette prescription par certains services est la principale cause des retards constatés dans l'octroi des autorisations de programme destinées à couvrir des revalorisations de prix ou des travaux supplémentaires.

#### c) *Fixation des engagements de dépenses.*

Contrairement aux prescriptions de la circulaire du 17 mars 1970, certains services continuent à calculer leurs autorisations de programme au franc près, sur la base de coefficients et d'indices qui devront, dans tous les cas, être actualisés ; cette pratique, qui ne laisse par ailleurs aucune marge pour faire face à d'éventuels aléas techniques, est également la cause d'importants retards de paiement.

### 4° INTÉRÊTS MORATOIRES

En vertu des articles 178 à 181 du Code des marchés publics, des délais distincts sont impartis à l'administration pour procéder :

- d'une part, aux constatations ouvrant droit à acomptes ou à paiement pour solde ;
- d'autre part, au mandatement.

Tout retard imputable à l'administration dans les opérations, aussi bien de constatation que de mandatement, fait courir, de plein droit et sans formalité, des intérêts moratoires.

Or, il a été très fréquemment relevé que les ordonnateurs secondaires négligent de liquider des intérêts moratoires quand le retard se situe au niveau de la constatation technique.

Les ordonnateurs secondaires perdent, en effet, souvent de vue qu'il existe, indépendamment de ceux fixés pour le mandatement, un délai pour la constatation des droits à paiement : ce délai, fixé dans le silence du marché à vingt jours pour les fournitures courantes tant de l'Etat que des autres collectivités publiques, court à partir des termes périodiques ou du terme final fixés par le marché, et, lorsque le marché n'a pas fixé de tels termes, à partir de la demande du titulaire, appuyée, si besoin est, des justifications nécessaires.

#### 5° RESPONSABILITÉ DES ARCHITECTES

Aucune sanction n'a été appliquée aux architectes en cas de retards dans la vérification des situations (cf. circulaire du 17 mars 1970 et décret n° 66-655 du 31 août 1966).

De tels retards ont cependant été relevés dans un certain nombre de cas.

\*  
\*   \*

Je vous demande donc d'intervenir, à nouveau, auprès de vos services, pour que cessent les errements relevés par l'Inspection Générale des Finances et pour que les directives contenues dans la lettre-circulaire du Premier Ministre en date du 17 mars 1970 soient rigoureusement observées.

Pour le Ministre et par délégation :

*Le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Economie  
et des Finances, chargé du Budget,*  
J. TAITTINGER.